



**HAL**  
open science

## François, l'ONU et nous, les enjeux de la pérennité de notre maison commune

Marie-Christine Longe Monnoyer

► **To cite this version:**

Marie-Christine Longe Monnoyer. François, l'ONU et nous, les enjeux de la pérennité de notre maison commune. *Laudato si : pour une écologie intégrale*, 2017. hal-02544041

**HAL Id: hal-02544041**

**<https://hal.science/hal-02544041>**

Submitted on 15 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**« François, l'ONU et nous.  
Les enjeux de la pérennité de notre maison commune. »**

Marie-Christine Monnoyer  
Professeur en sciences de gestion  
Chaire Jean Rodhain, Institut Catholique de Toulouse

La terre a été longtemps sacralisée, la déesse terre, Gaia, la mère terre... François l'appelle notre maison commune, ce terme profane, qui n'apparaît pas semble-t-il dans aucune encyclique antérieure, conserve cependant une implication forte. La terre est à nous, sans l'être, puisque nous la partageons avec 7 milliards d'humains, c'est donc bien une maison commune. François dit d'ailleurs qu'elle nous a été confiée par le créateur. En temps que chrétien, nous en sommes donc responsables ; en temps qu'humain, nous en sommes bénéficiaires et subissons les conséquences de son vieillissement ou de sa détérioration... En temps qu'économiste et gestionnaire, le terme « maison commune » m'interpelle puisque le mot économie vient du grec *oikos nomia* : la gestion de la maison. Regardons donc le texte de François avec des yeux d'économiste ou plutôt de gestionnaire. Je pense que François ne m'en voudrait pas, car vous avez sans doute été frappé, par la simplicité de son langage et le recours à des mots précis et pourtant bien répandus dans la langue dans laquelle j'ai lu ce texte...

Le texte de François était très attendu, des chrétiens bien sur, mais aussi de tous ceux et celles qui travaillaient sur la question écologique depuis des mois, voire des années. La 21<sup>e</sup> conférence sur le climat était préparée par les pouvoirs publics français, tant sur le plan national et organisationnel que par de multiples rencontres avec des chefs d'état étrangers pour que ne se reproduisent pas les déconvenues connues à Copenhague. Le 25 septembre 2015, s'ouvrait à New York l'assemblée générale des Nations Unies au cours de laquelle devait être présenté le projet, préparé par les experts de l'ONU, de nouveaux objectifs du millénaire pour le développement. Relai devait être pris après le premier rapport adopté pour la période 2000-2015. Le discours d'inauguration de ce sommet avait été confié à François, 4<sup>e</sup> pape à s'adresser à la tribune des Nations Unies<sup>1</sup>. Le caractère exceptionnel de cette demande, honneur, confiance peut être rapproché, bien sur, de la publication de *Laudato si* le 18 juin de la même année. Le deuxième semestre de l'année 2015 a laissé entrevoir des convergences de réflexion certaines entre *Laudato si*, les objectifs du millénaire et des prises de position scientifiques et politiques assez médiatisées. A l'ouverture de la

---

<sup>1</sup> Après paul 6 en 1965, jean paul 2 et benoit 16.

COP21, Ban Ki-Moon souligne qu'une 'telle conjoncture politique ne se présentera peut-être plus'.

La multiplicité des publications d'experts sur les conséquences de l'évolution du climat fait en effet apparaître un courant de réflexion original et d'une réelle consensualité qui contraste avec les divergences fortes relevées tant sur les causes que sur les conséquences du changement climatique, lors de la signature du protocole de Kyoto en 1997 ou plus près de nous quand C. Allègre, membre de l'académie des sciences et ancien ministre de l'éducation nationale, publiait en 2010 « L'imposture climatique ». Pourtant le passage du verbe au faire, tant pour les hommes politiques que pour les citoyens du monde, n'a pas encore eu lieu et semble trop déstabilisant pour nous permettre d'être enthousiastes, même après les premiers résultats de la COP 21.

L'interrogation sous jacente que soulève cette inquiétude sera le point sur lequel nous nous concentrerons.

Pour y voir plus clair, je vous propose de l'aborder sous trois angles.

- Quels sont les points qui semblent faire consensus ?
- Quelles sont les pierres principales d'achoppement tant à la généralisation d'un consensus qu'à l'adoption de remèdes ?
- Laudato si peut-elle être pierre d'angle de la réflexion et de l'action auprès des hommes de bonne volonté ?

## 1. Le consensus

En 2016, le consensus est fragile, sans doute parce que, comme le montre un regard sur le passé climatologique de notre planète, les évolutions en la matière ont plusieurs causes<sup>2</sup> et il est toujours possible de contester le rôle premier des causes humaines sur les évolutions en cours. Ce consensus nous semble s'appuyer aujourd'hui sur 3 ancrages : technologique, biologique et philosophico-économique.

Sur le plan technologique, le changement climatique impose une rupture technologique forte, car en l'état actuel des technologies mises en œuvre, les modes de production de l'énergie et de produits agricoles émettent trop de gaz à effet de serre. Or la technologique actuelle ne permettra pas de satisfaire les besoins des pays émetteurs de gaz dans les années qui viennent. Avec la poursuite du rythme actuel des émissions, comme le dit avec un brin d'humour H.Reeves : « nous sommes déjà dans le collimateur de l'extinction <sup>3</sup> ». Ce constat suppose que l'innovation technique passe par des approches systémiques, c'est à dire que tous les producteurs de biens ou de services doivent intégrer cette contrainte et renouvellent les

---

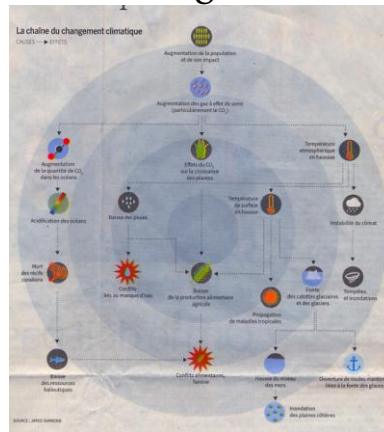
<sup>2</sup> Jared DIAMOND, 2009, *Effondrement*, Folio essais

<sup>3</sup> Hubert REEVES, à la COP 21 le 8 décembre 2015

processus productifs. Mais il en est de même des innovations sociales et des comportements de consommation.

Comme le montre la chaîne du changement climatique construite par J.Diamond<sup>4</sup>, les émissions de CO<sub>2</sub>, ont plusieurs effets : l'élévation de la température de l'atmosphère, qui affecte la croissance des plantes, mais aussi l'acidification des océans dans lequel il se stocke, ce qui réduit les ressources halieutiques.

### La chaîne du changement climatique



J.Diamond, 2015

Mais l'équilibre biologique de notre planète est aussi affecté par la réduction de la diversité qui n'est pas seulement liée au changement climatique mais à l'intensification des rejets de l'homme producteur et consommateur (Chevassus au Louis, 2015<sup>5</sup>). Le changement du climat aggrave certaines situations (réduction des espaces ...) ainsi que nos réactions pour réduire les pertes économiques qui en résultent. Il y a des effets de rétroaction les uns sur les autres.

Notre propre posture scientifique nous conduit à analyser plus en détail le 3<sup>o</sup> ancrage, à savoir la dimension philosophico économique.

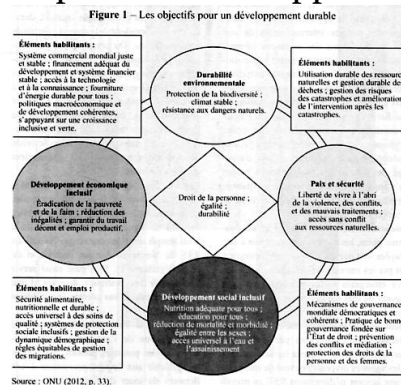
En rédigeant la nouvelle feuille de route pour le développement, les experts de l'ONU ont choisi 17 nouveaux objectifs pour une planète durable. Les choix effectués s'ancrent dans un cadre conceptuel centré sur la problématique de la pauvreté qui disent les auteurs « se manifeste sous de nombreuses formes et est aggravée par la discrimination, l'insécurité, l'inégalité, les risques environnementaux et les catastrophes. En conséquence, l'élimination de la pauvreté nécessite une approche multidimensionnelle, dont la notion de développement durable est la synthèse et qui traitera des causes immédiates et des causes profondes ». La solidité de cette problématique fait consensus et ce depuis plusieurs années

<sup>4</sup> Jared DIAMOND, in *Le Monde* 30 novembre 2015

<sup>5</sup> Bernard CHEVASSUS AU LOUIS, 2015, *Projet*, juin, n°346, p79-90

puisque les 8 objectifs adoptés en 2000 s'orientaient dans cette voie. De même en était-il des réflexions qui figuraient dans les documents de l'ONU en 2012 dans le cadre de la préparation des nouveaux objectifs pour 2030.

### Les objectifs pour un développement durable



Revue française de gestion n°245, p145  
Original ONU Rapport au secrétaire général, 2012, p33

Ce lien énoncé dès le sommet de Stockholm en 1972, par Indira Gandhi qui le mettait en lumière en déclarant : « La pauvreté et le besoin sont les plus grands pollueurs ». La pauvreté conduit en effet dans le monde en développement à des dégradations environnementales insoutenables pour la planète mais qui sont rendues nécessaires par l'urgence sociale de survivre. Ces dégradations résultent d'un arbitrage, perdant à moyen terme, entre bien-être présent et futur : les ressources naturelles constituant le seul patrimoine de la majorité des habitants des pays pauvres, leur dégradation se traduira à terme par un appauvrissement de ces populations ( E.Laurent<sup>6</sup>).

Pour bien comprendre, rappelons que la déforestation qu'elle soit limitée à l'action de quelques agriculteurs ou massive lorsqu'elle vise à privatiser, au bénéfice de structures économiques de taille importante, l'usage des terres concernées (bois, pâtures ...) est lourde de conséquences pour les populations résidentes. Si le bois récolté constitue une richesse immédiate, la nouvelle destination des terres affecte à court et moyen terme la richesse des sols et la production agricole des paysans résidents<sup>7</sup>. J.Diamond<sup>8</sup> dans son analyse des civilisations passées (Ile de Pâques, civilisation Maya ou Viking) attribue principalement leur effondrement à la pratique de la déforestation.

<sup>6</sup> Eloi LAURENT, 2015, « le pape François ouvre la voie de la social- écologie », site web de la revue Projet, <http://www.revue-projet.com/articles/2015>

<sup>7</sup> Dans les 40 dernières années 760000 km<sup>2</sup> (le 1/5 de la forêt amazonienne) ont été détruits, en Indonésie et plus particulièrement dans la province de Jambi (Sumatra), les 4,18 millions d'ha de forêt en 1982 ne sont plus que 864000 en 2014. (*le monde* 30 novembre 2015)

<sup>8</sup> Jared DIAMOND, 2009, *Effondrement*, Folio essais

Parallèlement, la construction de barrages sur les grands fleuves réalisée pour produire de l'électricité et / ou favoriser l'agriculture réduit généralement le volume d'eau disponible en aval de ceux-ci et diminue tant la production de la pêche que les possibilités d'irrigation<sup>9</sup>. La sensibilité de notre climat à l'augmentation des émissions de gaz à effets de serre, se traduit de façon générale par la réduction des productions agricoles liée au manque d'eau qui affectent principalement les zones déjà fragiles et font naître des conflits dont la violence est exacerbée par la pauvreté.

La lourdeur pour les plus pauvres des effets de la fragilisation de leur environnement immédiat est criée tant par les structures caritatives que par les observateurs réguliers<sup>10</sup>. Le lien entre pauvreté et fragilité de la planète est mis en exergue par François dès les premières pages de l'encyclique (16), et a été repris dans son discours devant les membres du congrès américain en septembre 2015.

François utilise le terme scientifique, et très adapté, d'écosystème naturel pour observer notre maison commune et s'émerveille de son fonctionnement. En revanche, il s'interroge sur la façon dont nous y avons intégré nos activités et nous le faisons évoluer. Le désintérêt manifesté par les pays les mieux dotés pour la résolution des problèmes subis par les plus faiblement pourvus, conduit à pérenniser leur état de pauvreté. Ainsi en 2015, 16000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour de maladies évitables, telles que le paludisme ou les diarrhées et 13% de la population mondiale est encore sous nutrie et donc incapable de vivre pleinement<sup>11</sup>.



Là où les experts onusiens relèvent le pourcentage de la population en grande précarité sanitaire, alimentaire, scolaire, économique...François détaille les effets sur les humains les plus fragiles des politiques nationales ou de la gestion des richesses naturelles réalisée par des organismes privés.

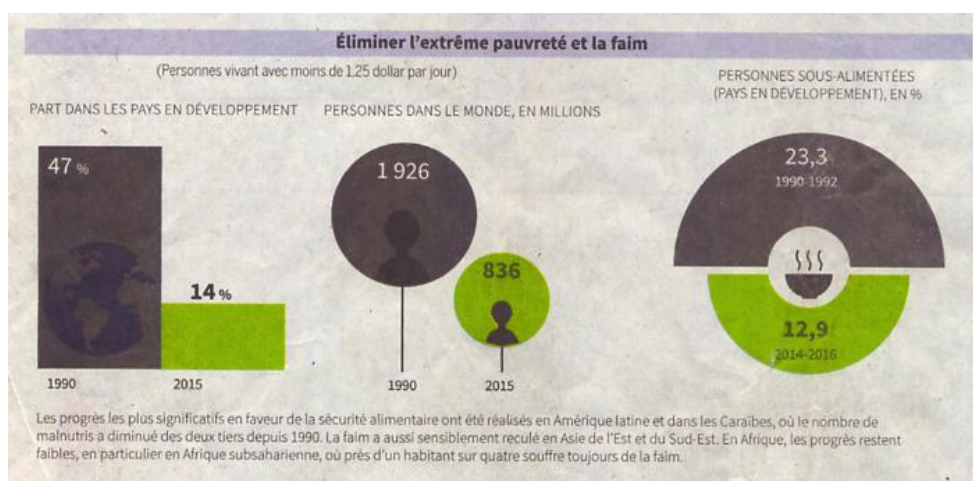
<sup>9</sup> Les barrages construits sur le Mékong dans les 10 dernières années ont réduit de 50% les volumes de pêche des régions concernées du Cambodge et du Vietnam et de 10% la variété des espèces ( du fait des conséquences en termes de salinité des eaux). *Vietnam News* 5/12/2015. Au sein d'un même pays on constate aussi les effets négatifs de ces barrages pour l'approvisionnement en eau des terres situées en aval, ainsi en est il du barrage Mansour Eddahbi réalisé sur le Dra (Ouarzazate) dans le sud marocain qui prive les palmeraies de Zagora de l'eau nécessaire à leur survie

<sup>10</sup> Nicolas HULOT, 2015, *Osons, plaidoyer d'un homme libre*, Les liens qui libèrent.

<sup>11</sup> Chiffres, issus du rapport 2015 ONU objectifs du millénaire pour un développement durable relevés dans l'article de Rémi BARROUX, *Le monde* 27/9/2015.

Ces pratiques qui privilégient l'immédiateté de la profitabilité sur un respect des cycles de vie naturels affaiblissent, voire détériorent notre écosystème.

Ces constatations sont d'autant plus difficiles à entendre que les résultats présentés ces derniers mois sur les 8 objectifs du millénaire, définis en 2000 pour la période courant jusqu'en 2015, sont « globalement positifs ». La réduction du nombre de personnes sous alimentées (de 23 à 13%), la diminution du taux de mortalité infantile (de 90 à 43%)... montre la réalité des progrès obtenus dans un certain nombre de pays.



*Le monde 27/9/2015*

Bien que le fonctionnement de notre écosystème soit d'un très grande complexité, Nous savons agir sur certains des éléments, dit François, et nous ne le faisons pas. Cette incompréhension que l'on retrouve chez de nombreux intellectuels, qu'ils soient philosophes, sociologues ou géographes... témoigne de l'existence de ce consensus mais aussi de son enfermement. Citons ainsi B.Latour, sociologue français mondialement reconnu, « pourquoi les questions écologiques ne paraissent-elles pas concerner directement notre identité, notre sécurité, nos propriétés ? »<sup>12</sup>

## 2. Les limites du consensus

En citant Bruno Latour, nous abordons une des limites du consensus. Le fonctionnement de notre écosystème, ses conséquences sur la vie des hommes n'interpellent pas tous les citoyens. Ce constat difficile à comprendre pour tous ceux qui sont frappés par la gravité de la situation doit sans doute être rapproché de l'existence d'autres problématiques qui paraissent plus urgentes à résoudre, en particulier pour tous ceux qui ne peuvent vivre qu'au jour le jour tant dans des pays à fort niveau de vie que dans d'autres dont la grande majorité des habitants vivent dans une

<sup>12</sup> Bruno LATOUR, 2015, *Face à Gaïa*, La découverte, les empêcheurs de penser en rond,

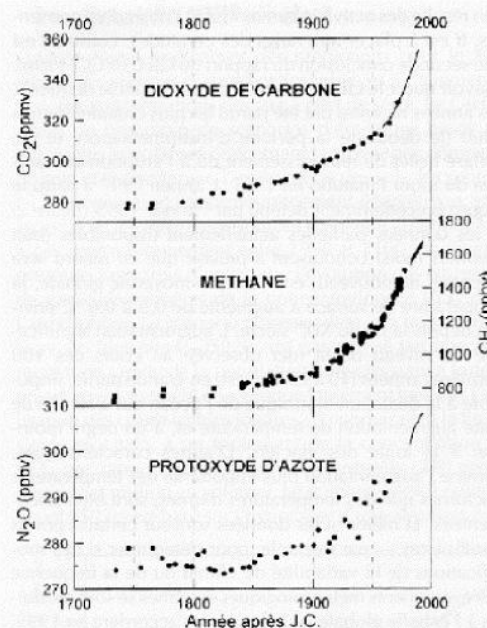
pauvreté endémique. Les solutions proposées au rééquilibrage de notre écosystème semblent si inacceptables à certains, que le nouvel agenda voté par l'ONU, il y a quelques mois, ne peut être prescriptif. Les pays peuvent donc, ou non, mener les politiques nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale.

La question des formes de la croissance économique constitue dès lors la limite principale au consensus. Sans être réellement nouvelle comme s'en souviennent ceux qui ont vécu en 1972 le rapport dit du club de Rome (rapport Meadows), la question du rythme de la croissance est d'autant plus intéressante que :

- les observations de ce rapport concernant le niveau de pollution en gaz à effets de serre sont très proches de ce que nous constatons aujourd'hui<sup>13</sup>,
- les critiques éthiques émises sur la gouvernance des structures économiques par les philosophes rejoignent celles prononcées par François depuis un an,
- les économistes s'interrogent sur le caractère réaliste d'une croissance verte.

## 2.1 Regard furtif sur le rapport Meadows

Evolution des pollutions dues aux trois principaux gaz à effets de serre



Graphe 1 issu du rapport Meadows, cité sur

[http://www.manicore.com/documentation/club\\_rome.html](http://www.manicore.com/documentation/club_rome.html),

Le travail d'analyse de ce rapport effectué par JM Jancovici, spécialiste français reconnu du climat, nous permet de constater son intérêt malgré les

<sup>13</sup> sur [http://www.manicore.com/documentation/club\\_rome.html](http://www.manicore.com/documentation/club_rome.html), analyses de Jean-Marc JANCOVICI



critiques qui furent émises lors de sa publication, peut être parce qu'il n'était pas aisé à traduire... La confrontation des simulations de 1972, avec ce qui s'est vraiment passé sur les 30 ans qui ont suivi, semble indiquer que ce travail avait une valeur prédictive "indicative" bien supérieure à celle des modèles purement économiques. En particulier, depuis quelques décennies ce ne sont pas les ressources non renouvelables qui ont augmenté, mais simplement leur connaissance et l'aptitude à les mobiliser que nous en avons, et ce ne sont pas plus les limites du monde qui auraient reculé, nous permettant de polluer sans retenue, mais juste le fait que nous ne les avons pas encore atteintes.

Le taux de croissance de la consommation de ressources naturelles s'est un peu ralenti - par rapport à la simulation - à cause des chocs pétroliers de 1974 et 1991, et plus récemment de 2008, ce qui diffère un peu les échéances, mais ne change pas la nature du problème : dans le cas des réserves fossiles, par exemple, le fait de passer de 3 à 1,8% de taux de croissance de la consommation ne diffère la date du pic que de 15 à 20 ans environ.

## 2.2 Éthique et gouvernance des structures économiques

Depuis Adam Smith et David Ricardo, la question éthique, nous dit Gaël Giraud, a été exclue du raisonnement économique par la fiction de la main invisible, sensée réguler les échanges. François va plus loin puisqu'il considère que la gouvernance de l'économie s'est déliée de l'humain et dénonce le désir sans retenue de l'argent qui commande, le « fumier du diable », reprenant ainsi l'expression de Basile de Césarée<sup>14</sup>.

L'économie est violente, rappelle JP Dupuy (2014)<sup>15</sup>, mais en centrant les hommes sur leurs intérêts personnels, elle dynamise la créativité tout en facilitant le vivre ensemble, le respect des biens collectifs et des biens de « l'autre ». Reprenant le sens littéral du mot intérêt Hannah Arendt disait « c'est quelque chose qui est entre les gens et qui par conséquent peut les lier »<sup>16</sup>. Mais l'économie contemporaine s'est recroquevillée sur elle-même. Les technologies de la communication auraient pu devenir le vecteur d'une meilleure connaissance des besoins, des attentes et des espérances des citoyens, dynamisant ainsi le concept de proximité et enrichissant la relation entre producteurs et consommateurs ou utilisateurs de biens et de services. Trop de managers de grandes entreprises et d'institutions financières utilisent principalement ces technologies pour spéculer dans l'espace temps sur les variations mêmes infimes des cours boursiers, ou transférer leurs bénéfices vers des paradis fiscaux. Privée de l'extériorité dont elle a un

---

<sup>14</sup> Discours de François à Santa Cruz de la Sierra, le 9 juillet 2015

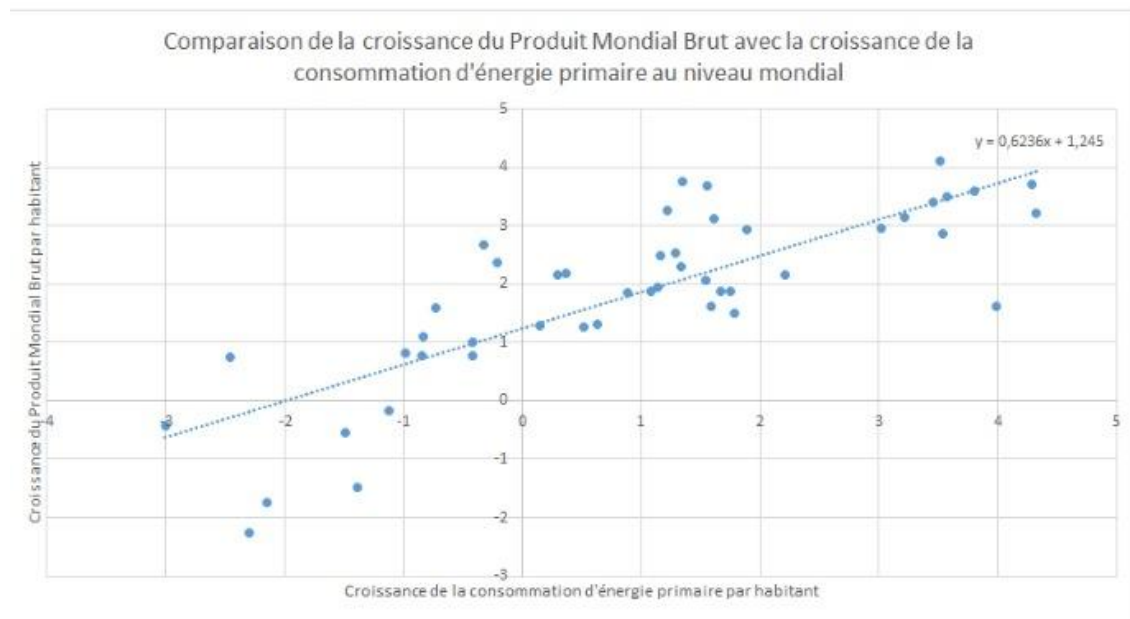
<sup>15</sup> Jean-Pierre DUPUY, 2014, « La crise de la raison économique et la perte de foi dans l'avenir », *Revue des sciences religieuses*, 88/3, p 297-313

<sup>16</sup> Hannah ARENDT, 2013(1958), *La condition de l'homme moderne*, Calmann-Levy Pocket

besoin absolu pour s'adapter en permanence aux évolutions sociétales, l'économie perd sa capacité à contenir la violence.

### 2.3 Peut-on construire une nouvelle forme de croissance ?

Il semble que depuis 1800 existe un lien, que certains qualifient de consubstantiel<sup>17</sup>, entre consommation d'énergie et croissance. En analysant les données de 50 pays depuis 1970, G.Giraud et Z.Kahraman<sup>18</sup> ont mis en évidence qu'une augmentation moyenne de 10% de la consommation d'énergie par habitant avait induit en moyenne une hausse de 6% du produit mondial brut par habitant.



Graph 2 Analyse sur la période 1970-2011  
G.Giraud et Z Kahraman 2014

Leurs conclusions sont reprises désormais par de nombreux économistes qui considèrent qu'à ce jour le découplage entre croissance et énergie s'est révélé impossible. G.Giraud insiste en suggérant « qu'une large partie des progrès réalisés par les pays riches provient simplement du transfert de leurs usines vers le sud ». Réduire la consommation d'énergie reviendrait donc à réduire l'activité et donc par la même augmenter le chômage.

Les analystes de l'agriculture<sup>19</sup> montrent parallèlement que les liens entre agriculture et énergie sont complexes et lourds de conséquences. L'activité agricole est génératrice de gaz à effets de serre sous trois formes :

<sup>17</sup> Jean-Marc JANCOVICI, 2015, «Jusqu'en 2100 dormez tranquille », Odile Jacob

<sup>18</sup> Gael GIRAUD et Zeynep KAHRAMAN, 2014, « How dependant is growth from primary energy, output energy elasticity in 50 countries , 1970-2011 », <http://www.parisschoolofeconomics.eu/IMG/pdf/article-pse-medde-juin2014-giraud-kahraman.pdf>

<sup>19</sup> Christophe COUTURIER, 2015, *Projet* n°344, p 152

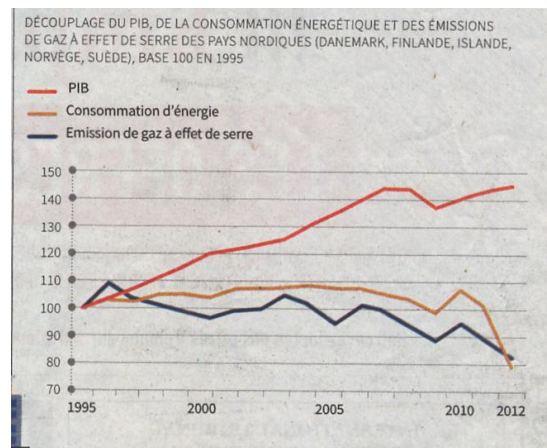
-directe : méthane et protoxyde d'azote : fertilisants, combustibles et ruminations des animaux

-induite : fabrication d'engrais et de produits phytosanitaires (+ importations)

-indirecte : secteur énergétique.

Toutes ces activités sont liées les unes aux autres et correspondent à des besoins dont la réduction ne peut être opérée sans une refonte profonde des pratiques agricoles et alimentaires... Ces différents points qu'on ne peut balayer d'un revers de main, nous ramènent vers la gestion de nos écosystèmes dont les biologistes nous disent qu'ils sont en interaction permanente et non complètement liés à l'anthropocène. François termine d'ailleurs le point 3 du chapitre 1 par une exhortation à la recherche « pour mieux comprendre le comportement des écosystèmes et analyser adéquatement les divers paramètres de l'impact de toute modification importante de l'environnement ».

Pourtant, quelques pays semblent avoir réussi, du moins pour l'instant, ce découplage. Souvent cités pour leur dynamique sociale, Danemark, Islande, Norvège, Suède et Finlande sont dans ce cas.



Le Monde 24/11/2015

On voit là que, démontrée ou non, cette relation a fait naître une opposition, ou à la limite une hésitation, à la mise en place d'une politique de réduction des consommations énergétiques tant chez les hommes politiques que leurs électeurs. Dans un contexte de si grande complexité, une réflexion sur le dynamisme de l'économie s'impose. Comme l'écrit JPaul Dupuy : « Les avocats de la décroissance ne prennent pas la mesure du dilemme où nous sommes ». La recherche suppose d'importants financements, les objectifs du millénaire pour le développement impliquent la croissance et le partage, à l'échelle internationale s'opère plus par la guerre que par la diplomatie.

### 3. Appel à tous les hommes de bonne volonté

Au paragraphe 26 de l'encyclique, François écrit « des progrès qui commencent à être significatifs ont été réalisés... », certains ont déjà une histoire, d'autres sont plus récents. Ils ne sont pas issus d'une seule culture, d'un seul genre, d'une seule tranche d'âge. Ils s'appuient tous sur des engagements individuels, qui font ensuite tâche d'huile. Ils s'ancrent dans une prise de conscience personnelle, dans une volonté d'agir qui écarte pessimisme et soumission, dans une espérance éthique ou spirituelle. Ils ont aussi en commun un regard sur le terrain, sur le quotidien, ils commencent généralement petit, se réfèrent souvent à la microéconomie et n'attendent pas pour se mettre en route une décision des états ou des responsables politiques.

Nous évoquerons trois voies, parmi d'autres, sans doute parce qu'elles nous tiennent plus à cœur :

- l'économie sociale et solidaire
- les femmes porteurs de projets
- les projets des jeunes

#### 3.1 Réviser l'économie sociale de marché par le bas et par le haut

Cette expression utilisée par J.Vignon dans un éditorial<sup>20</sup> met en valeur les apports de l'économie sociale et solidaire et des entreprises qui adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Ces entreprises qui traduisent l'engagement de certains citoyens pour répondre à des besoins non satisfaits, malgré souvent leur urgence sont porteuses de ce qui fait sens dans la société. En cela, elles constituent un ferment de renouveau dans une économie de marché qui ne réussit pas à éviter le développement d'une société à deux vitesses. Si ces entreprises sont souvent dépendantes pour leur financement d'une partie de capitaux publics, elles favorisent la prise de conscience du rôle éminent que peuvent jouer dans les processus productifs des hommes et des femmes qui jusque là ne s'imaginaient pas en responsabilité.

Ces pionniers de l'économie sociale, par l'interpellation dont ils sont porteurs exercent aussi une influence sur les acteurs majeurs de l'économie. Si les décisions des directions de Danone, Lafarge, St Gobain, ne sont pas toujours exemptes d'intérêts personnels, ces entreprises ont « envie d'être citoyennes et de répondre à l'attente de leurs concitoyens »<sup>21</sup>. Les

---

<sup>20</sup> Jérôme VIGNON, 2015, *Lettre des semaines sociales de France*, octobre, n°80

<sup>21</sup> Pierre-André DE CHALENDAR, 2015, « Les entreprises sont-elles un problème ou une partie de la solution ? » *Le Monde* 5 décembre 2015

entreprises rattrapent la société en marche et parfois vont plus vite que les décideurs politiques nationaux....

### 3.2 Les hommes de bonne volonté... et les femmes...

A l'occasion de la COP 21, dans une allocution prononcée le 8 décembre 2015, Ségolène Royal évoquait le rôle des femmes tant dans les négociations sur le dérèglement climatique, que dans l'action quotidienne ou la recherche.

Elle insistait sur le fait que les femmes sont souvent les plus affectées par les conséquences de ce dérèglement du fait de leurs traditionnelles responsabilités familiales : aller chercher de l'eau, transformer les aliments, soigner les jeunes enfants et les vieillards sont des tâches plus lourdes quand l'eau est manquante ou polluée, les légumes plus chers, les affections liées aux polluants et aux pesticides plus nombreuses... Par ailleurs l'agriculteur est souvent une agricultrice dont l'accès à la propriété foncière est souvent plus difficile.

Vandana Shiva, qui dirige la fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles, soutient que les femmes appartiennent davantage à l'économie de l'empathie et de la sauvegarde qu'à celle de la prédation et de la domination. C'est sans doute pour cette raison que partout sur la planète, des femmes ont lancé des mouvements contre l'abattage des arbres, en enlaçant leurs troncs pour les protéger, ont été les premières à organiser des *sit in* contre l'assèchement et la pollution des nappes phréatiques par de grandes usines, récupèrent et recyclent de génération en génération des déchets solides qu'elles revendent au marché et des déchets organiques qu'elles transforment en engrais revendus aux jardiniers....

### 3.3 Les jeunes ont des plans pour la planète

Avez vous entendu parler de POC21, comme « proof of concept, démonstration de faisabilité » ? Cette expérience, réalisée pendant 5 semaines à la fin de l'été 2015 entre Versailles et Dreux a rassemblé 100 jeunes ingénieurs, designers ou ... philosophes de 12 pays différents pour travailler sur des idées participant à la transition écologique. Mais il faut aller plus loin, il faut résoudre l'obsolescence programmée, relocaliser la production et repenser le rapport au travail. Les projets sont interpellants, du générateur solaire pour agriculteur et artisan, filtre à eau adaptable à toutes les bouteilles et réservoirs, en passant par la douche écologique et les toilettes sèches, ce sont de multiples inventions qui émergent et répondront à des besoins urgents, sans impliquer des dégradations environnementales.

Ces implications ne sont pas sans rappeler les pratiques de l'innovation inversée en provenance des pays du sud dans lesquelles la frugalité des consommations est au centre de la réflexion.

Les trois voies que je viens de présenter rapidement ont toutes en commun de prendre leur source chez des hommes et des femmes ... de bonne volonté, mais elles ont aussi en commun de placer l'*agapè* au centre de la vie de la cité et de ne pas la confiner dans la sphère privée, donnant ainsi une nouvelle force à l'économie, celle des hommes et des femmes qui sont porteurs d'espérance. Cette suggestion dont est porteur L.Bruni<sup>22</sup> me paraît être la réponse de l'économiste de terrain à l'appel de François.

## **Conclusion**

Ce n'est pas la première fois qu'une encyclique critique le capitalisme et ses effets. Mais il rappelle dans *Laudato si* que « nous sommes les instruments de Dieu pour que notre planète soit ce qu'il a rêvé en la créant et pour qu'elle réponde à son projet de paix, de beauté et de plénitude » (53). Il nous veut acteur, « il faut que la décision politique soit incitée par la pression des populations » (179) ....

Ce n'est pas non plus la première fois que le climat se transforme... Un épisode de glaciation a, au 14<sup>e</sup> siècle, rendu la vie difficile au Groenland, épisodes de sécheresse puis d'inondations ont frappé le 17<sup>e</sup> puis le 18<sup>e</sup> siècle. Un regard sur le passé rappelle erreurs et succès chez nos anciens (Garnier,<sup>23</sup> 2015). Cette fois ci, la menace est plus lourde et concerne la maison commune, elle appelle une révision des comportements de production, de consommation de modes de vie de chacun, et tout particulièrement dans les pays riches, c'est à dire chez nous.

---

<sup>22</sup> Luigino BRUNI, 2014, *La blessure de la rencontre, l'économie au risque de la relation*, Nouvelle Cité.

<sup>23</sup> Emmanuel GARNIER, 2015, « Réchauffement, apprendre du passé pour mieux s'adapter », *Le Monde* 9/12/2015